



Le prix de la longévité

Face au vieillissement des populations, les pays doivent repenser l'aide au troisième âge

Ronald Lee et Andrew Mason

LA POPULATION MONDIALE comptera 7 milliards d'individus cette année et les 9 milliards devraient être dépassés en 2050. Cette tendance globale cache cependant une importante mutation de la pyramide des âges. Dans les pays riches industrialisés ainsi que dans certains pays à revenu faible ou intermédiaire, la part des personnes âgées progresse de façon spectaculaire, d'où un vieillissement de la population.

Curieusement, ce vieillissement démographique résulte moins de l'allongement de la durée de la vie que d'une baisse de la fécondité, qui se traduit par une diminution du nombre d'enfants, puis du nombre d'adultes arrivant sur le marché du travail, tandis que le nombre de personnes âgées ne cesse de croître. La longévité accentue cependant les effets de la baisse de fécondité. D'ici à 2050, la population des adultes en âge de travailler augmentera de 1 milliard et celle des plus de 60 ans, de 1,25 milliard. Le nombre des moins de 25 ans devrait lui se stabiliser à 3 milliards (ONU, 2009).

Ces évolutions sont préoccupantes, aussi bien pour les gouvernements que pour les citoyens. En effet, comme la majorité des personnes âgées ne travaillent plus, leur consommation doit être financée par les membres plus jeunes de leurs familles, par des caisses de retraite privées ou publiques ou par les avoirs qu'ils ont accumulés avant leur retraite. Sachant que le rapport personnes âgées/population d'âge actif augmente, il est de plus en plus difficile de financer cette consommation par les transferts publics ou privés et l'accumulation d'avoirs est souvent insuffisante.

Le présent article examine la façon dont les personnes âgées sont prises en charge dans différents pays et l'impact qu'aura le vieillissement sur les systèmes en place. En effet, les nouvelles réalités démographiques ne permettront pas toujours de conserver ceux qui ont servi jusqu'à présent.

Davantage de personnes âgées

Pourquoi le nombre de personnes âgées va-t-il augmenter plus vite que celui des personnes en âge de travailler? Durant la seconde moitié du XX^e siècle, les populations de

tous les pays se caractérisaient par des cohortes d'enfants exceptionnellement importantes. Dans de nombreux pays à revenu élevé, cela s'expliquait par le baby-boom enregistré après la Seconde Guerre mondiale; dans les pays à faible revenu, le phénomène était dû principalement au recul rapide des taux de mortalité infantile et juvénile, et donc au plus grand nombre d'enfants survivants. En

Dans les pays riches industrialisés, le vieillissement démographique est le plus avancé, mais il est imminent dans l'Est asiatique et progressera rapidement.

vieillissant, ces cohortes d'enfants ont d'abord grossi les rangs de la population d'âge actif, puis ceux des seniors. Aujourd'hui les plus âgés des baby-boomers arrivent juste à la retraite.

Les pics de natalité ont pris fin dans les années 60 et les taux de fécondité sont redescendus, parfois très bas, en Asie de l'Est et en Europe. Dans le monde en développement, la situation est très contrastée. Les taux de fécondité ont reculé presque partout, à quelques exceptions près. En Afrique, l'indice synthétique de fécondité est d'un peu moins de 5 naissances par femme. En Asie, le taux de fécondité des Pakistanaïses est de 4, contre environ 2 en Inde et au Bangladesh. En Chine, en revanche, il est descendu très bas, à environ 1,5 naissance par femme.

Le rythme du vieillissement varie selon les pays :

- Dans les pays à plus faible revenu, la principale tendance est la croissance de la population d'âge actif — qui s'accompagne

d'une chute des taux de dépendance totaux — et elle va perdre quelques décennies en Inde et en Afrique subsaharienne.

- Dans les pays les plus riches, le phénomène le plus marquant est l'augmentation du nombre de personnes âgées. Bien que les populations aient déjà considérablement vieilli, la phase la plus critique du vieillissement n'est pas encore là; elle débutera d'ici à 2050, quand le rapport personnes âgées/personnes d'âge actif — le taux de dépendance des personnes âgées — aura presque doublé.

- Dans de nombreux pays émergents, la part de la population d'âge actif est en train de culminer. Au cours des prochaines décennies, ils connaîtront le vieillissement auquel les pays à revenu élevé font face aujourd'hui. S'il peut être tentant d'ignorer ces tendances à long terme, les pays qui ne réagiront pas risquent d'amorcer un déclin fâcheux, mais évitable, de leur économie.

- Le vieillissement démographique est le plus avancé dans les pays riches industrialisés, mais il est imminent dans l'Est asiatique et progressera rapidement compte tenu de la baisse précoce et marquée des taux de fécondité dans cette région. En Asie du Sud et du Sud-Est, il sera beaucoup plus tardif. Le scénario sera comparable en Amérique latine, même si certains pays de la région ont un taux de fécondité bas et ont déjà vu le vieillissement s'amorcer. La fécondité reste élevée dans la plupart des pays d'Afrique et du Moyen-Orient, deux régions où le vieillissement est une perspective encore assez lointaine.

Cycles de vie économiques

L'évolution de la pyramide des âges n'est pas anodine car l'activité économique varie fortement et fondamentalement au cours d'une vie. Nous consommons de la naissance à la mort, mais nous ne travaillons qu'une partie de notre vie. Durant de longues périodes, nous consommons bien plus que nous ne produisons.

Dans la majorité des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, la consommation est relativement modeste pendant l'enfance puis plafonne à l'âge adulte (partie supérieure du graphique 1).

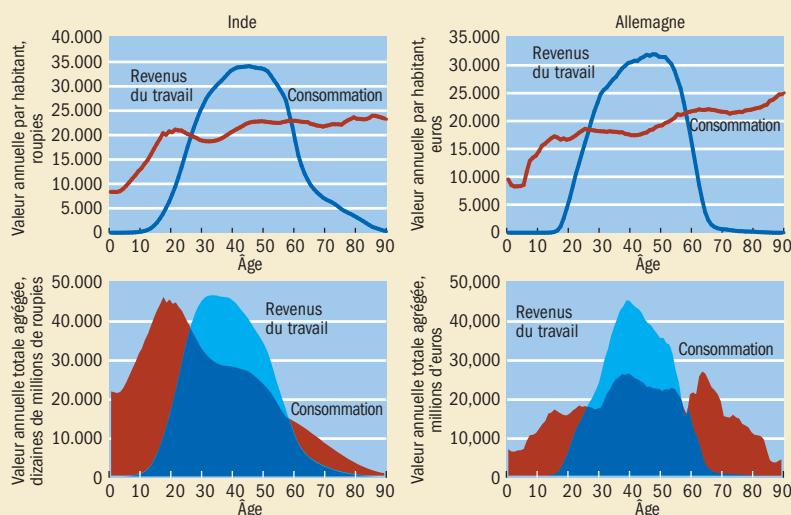
En revanche, dans de nombreux pays riches où l'État providence est très développé, la consommation augmente fortement chez les personnes âgées et plus vite encore après 85 ans (mais moins en Allemagne qu'ailleurs). Cette consommation tient principalement aux dépenses publiques et privées consacrées à la santé et aux soins de longue durée. Les faibles revenus du travail accentuent les effets de la forte consommation des seniors. Dans les pays riches, les actifs tendent à partir en retraite plus tôt, en partie parce qu'ils peuvent se le permettre, mais aussi en raison des effets incitatifs ou dissuasifs des systèmes de retraite publics et privés, des régimes fiscaux et des pratiques d'emploi (Gruber et Wise, 1999).

Dans les pays à revenu intermédiaire dotés de régimes de retraite publics généreux (Uruguay et Brésil, par exemple), le niveau de consommation des personnes âgées est également élevé.

Graphique 1

Les pays riches dépensent plus pour leurs personnes âgées

La consommation et les revenus du travail par habitant varient de la même façon en fonction de l'âge. En revanche, les valeurs globales, comme celles de l'Allemagne et de l'Inde, sont très différentes du fait de la pyramide des âges.



Sources : Lee et Mason (à paraître); et base de données sur les Comptes de transferts nationaux.

Le cycle de vie global dépend de la consommation par habitant, des revenus du travail et de la pyramide des âges. Il montre les montants totaux consommés et produits dans l'économie nationale selon les tranches d'âges. Pour une économie jeune comme l'Inde, le cycle de vie global est très différent de celui d'un pays plus vieux, comme l'Allemagne (partie inférieure du graphique 1).

En Inde, la caractéristique prépondérante est le déficit lié au cycle de vie (écart entre ce que consomme un individu et ce qu'il produit) des enfants; ce déficit est relativement modeste chez les populations plus âgées, notamment du fait qu'elles représentent un pourcentage assez faible du total. En Allemagne, le déficit

Dans de nombreux pays pauvres où la baisse de la fécondité a commencé plus tard et n'est pas aussi marquée, le ratio actifs/inactifs est en hausse et dope la croissance économique.

est beaucoup plus important chez ces dernières et les enfants consomment une part plus réduite des ressources totales. En l'occurrence, le cycle de vie individuel joue un rôle mais le facteur réellement important est la pyramide des âges.

La transformation du cycle de vie économique global est fondamentale pour comprendre l'incidence économique de la transition démographique. En Inde, le déficit considérable enregistré pour les enfants se traduit par un flux descendant tout aussi impressionnant des groupes les plus âgés vers les plus jeunes. En principe, les enfants pourraient emprunter pour financer l'écart entre leur consommation et leurs revenus du travail. Dans la pratique, toutefois, ils vivent grâce à une combinaison de transferts familiaux (parents, grands-parents) et de transferts publics (contribuables). Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, les transferts familiaux dépassent de loin les transferts publics et ce sont donc les familles qui supportent directement la charge financière des jeunes générations.

La fin de la transition démographique se caractérise par des flux très substantiels au profit des tranches d'âge supérieures, flux cependant très différents des flux descendants. Premièrement, parce que la famille y joue un rôle beaucoup moins important. Deuxièmement, le déficit des populations plus âgées peut être financé par les actifs accumulés (retraite, économies personnelles, logement, biens de consommation durables, activité économique, etc.). Alors que les enfants sont presque entièrement dépendants des générations plus âgées, l'inverse n'est pas nécessairement vrai.

Obtenir de l'aide

Les niveaux de vie sont directement influencés par l'évolution de la pyramide des âges. Si le nombre de travailleurs (contributeurs au revenu national) augmente plus vite que la population totale (consommateurs), le niveau de vie s'élève.

Les démographes nomment *ratio actifs/inactifs* le nombre de travailleurs rapporté à la population totale. Plus la proportion

de personnes en âge de travailler est importante, plus le revenu par habitant est élevé, toutes choses égales par ailleurs.

Jusqu'à une date récente, les ratios actifs/inactifs étaient en hausse dans la plupart des pays à faible revenu et des pays riches, ce qui contribuait à leur croissance. Mais avec le vieillissement démographique, ces ratios baissent dans les pays riches (graphique 2). Au cours des prochaines décennies, beaucoup de pays moins riches constateront également une amorce de fléchissement de ce ratio.

Entre 2010 et 2050, la baisse des ratios actifs/inactifs devrait ralentir la croissance de 0,7 % par an au Japon, en Allemagne et en Espagne et de 0,8 % dans la province chinoise de Taiwan. Aux États-Unis, où le vieillissement est quelque peu freiné par une fécondité plus forte, les entrées nettes de migrants et une espérance de vie moins longue, l'effet négatif sur la croissance économique ne sera que de 0,3 % par an.

L'évolution du ratio actifs/inactifs pourrait également peser sur la croissance chinoise. Entre 1972 et 2012, il devrait augmenter de 0,8 % par an, puis diminuer de 0,4 % entre 2012 et 2050.

En revanche, dans de nombreux pays pauvres où la baisse de la fécondité a commencé plus tard et n'est pas aussi marquée, le ratio actifs/inactifs est en hausse et dope la croissance. En Inde, par exemple, il continuera d'augmenter jusqu'en 2040; il en résultera au final une hausse de 0,2 % par an du revenu par habitant jusqu'en 2050.

Qui paiera?

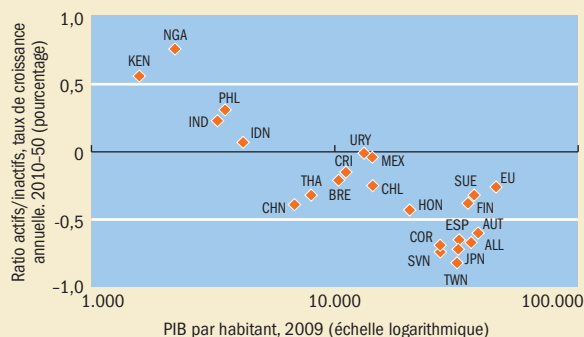
L'évolution des ratios actifs/inactifs est l'un des effets directs du vieillissement démographique. Néanmoins, l'impact économique global du vieillissement dépend des dispositions prises par les individus, les familles et les pouvoirs publics pour l'anticiper et y faire face.

L'un des choix les plus importants qu'une société doit faire concerne les options envisageables pour financer la consommation des personnes âgées : différer l'âge de la retraite, s'appuyer

Graphique 2

Soutien économique

Dans les pays riches, le vieillissement entraîne une baisse des ratios actifs/inactifs. Dans les pays à faible revenu, ces ratios vont progresser encore quelque temps.



Source : Lee et Mason (à paraître).

Note : ALL = Allemagne; AUT = Autriche; BRE = Brésil; CHL = Chili; CHN = Chine; COR = Corée; CRI = Costa Rica; ESP = Espagne; EU = États-Unis; FIN = Finlande; HON = Hongrie; IDN = Indonésie; IND = Inde; JPN = Japon; KEN = Kenya; MEX = Mexique; NGA = Nigéria; PHL = Philippines; SVN = Slovénie; SUE = Suède; THA = Thaïlande; TWN = province chinoise de Taiwan; URY = Uruguay.

davantage sur les familles, augmenter les transferts publics au profit des seniors ou encore accumuler plus d'actifs.

Pour les personnes âgées, le déficit du cycle de vie est financé de diverses manières (graphique 3). Dans les pays comme les Philippines, proches du sommet «Actifs», il l'est presque entièrement par des avoirs. Dans d'autres comme l'Autriche, la Hongrie, la Slovaquie et la Suède, proches du sommet «Transferts publics», il est couvert par l'État sous forme de pensions de retraite ou de soins de santé, y compris de longue durée. On peut être surpris de ne trouver aucun pays à proximité du sommet «Transferts familiaux», car on pense communément que, dans les sociétés traditionnelles pauvres, les personnes âgées sont aidées par leurs enfants. Il n'est pas exclu que ce tableau évolue à mesure que nous obtiendrons de nouvelles données sur les 18 pays figurant dans le graphique. En tout état de cause, il montre que dans certaines économies asiatiques, comme la province chinoise de Taïwan, la Corée du Sud et la Thaïlande, les personnes âgées reçoivent une aide substantielle de leurs enfants en plus de leurs autres revenus.

Dans les pays situés sur les droites reliant deux sommets, les déficits sont financés par deux sources. Dans la plupart d'entre eux, y compris le Japon, les États-Unis, tous les pays européens et certains pays latino-américains, les déficits sont financés par des avoirs et des transferts publics et les transferts familiaux n'interviennent guère. Dans les pays éloignés du triangle, comme le Mexique et le Brésil, les personnes âgées opèrent d'importants transferts en faveur des membres plus jeunes de leur famille.

Quand les personnes âgées financent leur consommation en continuant à travailler, le taux de dépendance augmente moins et l'effet du vieillissement démographique sur le ratio actifs/

inactifs est plus modeste. Néanmoins, les seniors financent rarement plus d'un tiers de leur consommation totale avec les revenus du travail; en outre, plus ils bénéficient de transferts (publics ou privés), moins ils travaillent. Quand ils se font aider par leurs enfants, du fait du vieillissement de la population ceux-ci sont moins nombreux pour se répartir les coûts et la charge moyenne est d'autant plus lourde. La situation est comparable quand les personnes âgées dépendent des retraites publiques par répartition. Dans les sociétés vieillissantes, il y a moins de travailleurs pour financer les prestations, de sorte qu'il faut soit les réduire, soit augmenter les cotisations.

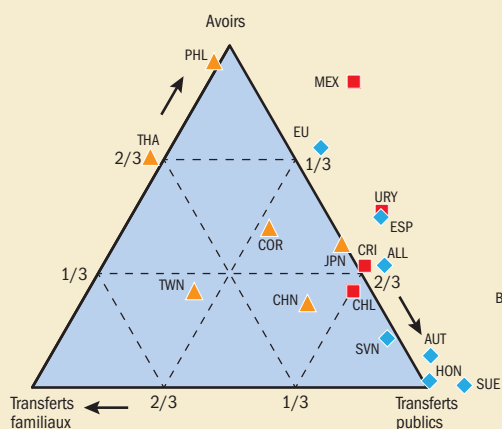
Lorsque les personnes âgées puisent plutôt dans leurs avoirs, le fardeau des jeunes générations s'en trouve allégé. Quand les seniors détiennent une part disproportionnée des actifs, le vieillissement démographique s'accompagne d'une hausse des actifs par habitant. Dans une économie fermée, cela stimule la productivité du travail et les salaires, mais fait baisser le rendement du capital. Dans une économie ouverte, les actifs seront investis à l'étranger si les salaires augmentent et les bénéficiaires chutent, dopant ainsi les revenus d'actifs dans le pays de départ. Cette tendance du vieillissement à accroître l'intensité capitalistique d'une économie ou les revenus d'actifs est désignée par l'expression *deuxième dividende*.

Toutes choses égales par ailleurs, le vieillissement de la population pèse sur le niveau de consommation tenable, ce dont témoigne le fléchissement des ratios actifs/inactifs (graphique 2). Mais toutes les autres choses ne seront pas égales.

Graphique 3

Comment dépenser plus qu'on ne gagne

Dans la plupart des économies, les personnes âgées financent leur consommation par des avoirs ou des transferts publics.



Source : Lee et Mason (à paraître).

Notes : Parts de la consommation (nettes des revenus du travail) financées par des transferts publics, des transferts familiaux et des avoirs. ALL = Allemagne; AUT = Autriche; BRE = Brésil; CHL = Chili; CHN = Chine; COR = Corée; CRI = Costa Rica; ESP = Espagne; EU = États-Unis; HON = Hongrie; JPN = Japon; MEX = Mexique; PHL = Philippines; SUE = Suède; SVN = Slovénie; THA = Thaïlande; TWN = province chinoise de Taïwan; URY = Uruguay. Le symbole géométrique à côté de chaque pays indique son continent.

Partir plus tard en retraite

Avec l'allongement de l'espérance de vie — qui ajoute des années à la fin du cycle de vie, quand la plupart des gens ont cessé de travailler mais consomment beaucoup — la consommation progresse plus vite que les revenus. Toutefois, comme la santé des personnes âgées s'améliore, le relèvement de l'âge de la retraite peut être une option envisageable pour contribuer à rééquilibrer les budgets.

De combien faudrait-il allonger les carrières professionnelles pour compenser intégralement la baisse du ratio actifs/inactifs entre 2010 et 2050?

Dans des pays comme le Mexique et le Brésil, il suffirait d'une très faible variation nette du ratio actifs/inactifs (graphique 2), consistant à différer le départ à la retraite d'un et de trois ans, respectivement. Ce report est politiquement faisable : comme les gens vivent plus longtemps, il est logique de penser qu'ils puissent travailler aussi plus longtemps. Dans les pays qui vieilliront ces 40 prochaines années (Finlande, Suède et Chine), il faudrait travailler six ans de plus (sept aux États-Unis). Dans ceux qui vieillissent très vite, il faudrait le différer davantage : huit ans au Japon, neuf en Allemagne et dix en Espagne et en Corée du Sud. Dans ces pays, le report de l'âge de la retraite devrait s'accompagner d'autres mesures.

Dans tous ces pays, le vieillissement tient à l'allongement de la durée de la vie mais aussi à la baisse de la fécondité, qui ralentit l'accroissement naturel. De ce fait, le relèvement de l'âge de la retraite destiné à contrebalancer l'évolution démographique peut être très supérieur ou très inférieur aux simples hausses projetées de l'espérance de vie.

Premièrement, considérons le deuxième dividende. Si le taux d'épargne nationale restait inchangé, la croissance plus lente de la population active, corollaire du vieillissement démographique, se traduirait par un accroissement du capital et des revenus d'actifs par travailleur, ce qui compenserait pour beaucoup la charge supplémentaire liée à la hausse du ratio actifs/inactifs. L'allongement de la vie pourrait conduire les individus et les caisses de retraite à augmenter l'épargne sur le cycle de vie pour couvrir la consommation d'une retraite plus longue. Les personnes âgées pourraient aussi préférer travailler plus longtemps, ce qui compenserait les baisses du ratio actifs/inactifs. Comme les parents qui ont moins d'enfants tendent à dépenser davantage pour eux-mêmes et souhaitent maintenir ce niveau de dépenses, même après la retraite, la baisse de la fécondité pourrait nécessiter un effort d'épargne accru. Toutefois, la hausse des engagements liés aux transferts publics et privés pourrait entraîner une baisse de l'épargne nationale.

Si jouer sur l'offre de main-d'œuvre et les avoirs ne suffit pas à compenser la baisse du ratio actifs/inactifs, d'autres ajustements doivent être opérés. L'une des possibilités est de réduire encore plus la consommation et donc d'accroître les taux d'épargne et les avoirs. On peut également envisager d'augmenter l'effort de travail, peut-être en repoussant l'âge de la retraite compte tenu de l'évolution des incitations propres aux régimes de retraite publics ou du fait qu'il est plus difficile qu'avant de financer les niveaux de retraite désirés à partir de l'épargne personnelle (encadré).

Il existe cependant encore une autre voie, celle qui consiste à investir davantage dans le capital humain des travailleurs. Le faible taux de fécondité a été le principal moteur du vieillissement démographique et la théorie, tout comme les études empiriques, montre qu'il va de pair avec une hausse des investissements publics et privés dans le capital humain par enfant (Lee et Mason, 2010 et à paraître). Dans ce cas de figure, les travailleurs sont moins nombreux, mais ils produisent davantage.

Il est certain que le vieillissement de la population va mettre les budgets publics et privés à rude épreuve, mais, en agissant sur plusieurs fronts (réduction de la consommation, relèvement de l'âge de la retraite, accumulation d'actifs et investissements plus importants dans le capital humain), il devrait être possible de relever le défi sans entraîner de conséquences catastrophiques. ■

Ronald Lee est professeur de démographie et d'économie à l'université de Californie, à Berkeley, et Président du Center on the Economics and Demography of Aging. Andrew Mason est professeur d'économie à l'université de Hawaï et chercheur principal au East-West Center.

Bibliographie :

Gruber, J. and D.A. Wise, 1999, "Introduction and Summary," *Social Security and Retirement around the World*, ed. by J. Gruber and D.A. Wise (Chicago : University of Chicago Press), p. 437-474.

Lee, Ronald, and Andrew Mason, à paraître, *Population Aging and the Generational Economy* (Cheltenham and New York : Edward Elgar).

———, 2010, "Some Macroeconomic Aspects of Global Population Aging," *Demography*, No. 47, *Special Supplement*, p. S151-S172.

Nations Unies, 2009, *World Population Ageing*, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, Working Paper ESA/P/WP/212 (New York).

Les anciens se rebiffent

Les seniors rechigneraient à rembourser la dette de l'État

Ali Alich

LA SOLVABILITÉ des pays emprunteurs pourrait pâtir de l'augmentation du nombre d'électeurs âgés dans le monde, ce qui engendrerait une baisse des prêts extérieurs et un risque accru de défaut de paiement sur les dettes souveraines.

Comme ils ne peuvent guère confisquer les actifs d'un État qui ne rembourse pas, les prêteurs doivent se fonder sur la solvabilité de celui-ci pour décider ou non de lui accorder un prêt. Or, aux nombreux facteurs qui influencent cette solvabilité (solidité macroéconomique, antécédents du pays en matière d'endettement ...), il faut ajouter le vieillissement de la population.

Des études ont montré en effet que la volonté d'un pays de rembourser sa dette compte autant que l'existence de ressources disponibles pour le faire. Cette volonté diminue à mesure que les électeurs vieillissent, car ceux-ci bénéficieront moins longtemps de l'accès de leur pays aux marchés de capitaux internationaux et sont dès lors plus enclins à opter pour le défaut de paiement. En outre, ils sont en général de grands utilisateurs des ressources publiques, telles que les prestations de retraite et de santé, qui risquent de se contracter en cas de remboursement de la dette. Si les seniors sont majoritaires, ils peuvent imposer un défaut de paiement, même contre l'intérêt général du pays. Les prêteurs en tiendront compte et réduiront leurs prêts à un pays vieillissant.

Il semblerait que la probabilité de défaut de paiement s'accroisse avec le vieillissement de la population, mais cela reste à confirmer par des études plus approfondies. Se fondant sur un échantillon de 75 pays qui ont été au moins une fois en cessation de paiement entre 1975 et 2003, Alich (2008) montre que, en moyenne, les défauts de paiement sont plus rares dans les pays jeunes (où la proportion des 15-59 ans est plus élevée).

Bien sûr, si les vieux sont altruistes et se soucient du sort de leurs enfants autant que du leur, ils éviteront le défaut de paiement avec toutes ses conséquences pour les générations futures. Mais selon Altonji, Hayashi et Kotlikoff (1997), aux États-Unis, l'altruisme n'a pas cours au niveau global.

Pour améliorer leur solvabilité, les pays à population vieillissante peuvent garantir une plus grande proportion de leur dette, avec des actifs situés dans le pays prêteur ou dans un pays tiers, abaisser le plafond d'endettement extérieur, ce qui réduirait l'incitation à cesser les remboursements, ou passer à une structure entièrement autofinancée et faire moins dépendre des ressources publiques les prestations de sécurité sociale et de santé.

Ils doivent se hâter, avant que la population ne vieillisse! ■

Ali Alich est économiste au Département Asie et Pacifique du FMI.

Bibliographie :

Alich, Ali, 2008, "A Model of Sovereign Debt in Democracies," *IMF Working Paper 08/152* (Washington: International Monetary Fund).

Altonji, Joseph G., Fumio Hayashi, and Laurence Kotlikoff, 1997, "Parental Altruism and Inter Vivos Transfers: Theory and Evidence," *Journal of Political Economy*, Vol. 105, No. 6, p. 1121-66.